

Mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche

En grève contre l'austérité et pour le service public de l'ESR le 16 octobre !

A Paris, Manifestation nationale à 14 heures de Jussieu à Bercy

Une mobilisation unitaire est organisée le 16 octobre contre l'austérité dans l'enseignement supérieur et la recherche. La fédération SUD éducation appelle les personnels de l'ESR à participer à cette journée de grève afin de construire une convergence des luttes.

Le désengagement de l'Etat du service public (dans l'ESR comme ailleurs) se traduit en effet par des gels de postes, l'explosion de la précarité et des conditions de travail et d'étude de plus en plus dégradées (formations supprimées, locaux indignes, restructurations de services, externalisation, mobilités forcées, souffrance au travail...).

Au-delà de ce constat, les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche constatent chaque jour que leurs missions sont dévoyées non seulement par le manque de moyens et d'effectifs et par les conséquences des lois LRU/Pécresse (2007) et LRU2/Fioraso (2013) :

- ▶ la destruction des collectifs de travail par la mise en concurrence généralisée (primes inégalitaires dont les plus importantes sont réservées aux meilleurs salaires, logique inégalitaire renforcée par le RIFSEEP et le PPCR, pressions managériales, mise au pas par l'entretien professionnel ou le « suivi de carrière », stigmatisation des « non-publiant-e-s »...),
- ▶ le glissement des missions des établissements, qui s'éloignent de plus en plus de l'enseignement et de la recherche pour privilégier des objectifs de communication (vers les étudiant-e-s vu-e-s, comme des client-e-s, et vers les entreprises, vues comme des partenaires) et de transfert de technologie (avec les industriels dont les établissements d'ESR deviennent des prestataires de services),
- ▶ l'assèchement des crédits récurrents qui pousse les laboratoires dans une course absurde aux contrats (ANR,...), génère une asphyxie bureaucratique due à la rédaction et l'évaluation des projets, et promeut le recours massif à l'emploi précaire, au détriment de la recherche.

SUD éducation revendique :

- ▶ l'utilisation des deniers publics pour les dépenses d'intérêt public, avec notamment la suppression du Crédit Impôt Recherche
- ▶ un plan d'urgence permettant de pourvoir les milliers d'emplois gelés, avec la titularisation immédiate des non-titulaires actuellement en poste et l'arrêt de la politique de recours généralisé à l'emploi précaire
- ▶ la fin des évaluations-sanctions et des dispositifs de rémunération « au mérite » (primes d'« excellence », d'« investissement dans les fonctions », RIFSEEP...)
- ▶ une augmentation générale des salaires avec un salaire minimum porté immédiatement à 1700 euros net et l'indexation des salaires sur l'inflation
- ▶ le droit à la mutation et la suppression de toute mobilité subie pour tous les personnels
- ▶ l'abrogation des lois LRU/Pécresse et LRU2/Fioraso, et l'instauration d'un fonctionnement démocratique des universités, avec de vrais pouvoirs et contre-pouvoirs décisionnels aux mains des personnels
- ▶ une construction massive de logements étudiants et un véritable plan de rénovation de l'ensemble des universités
- ▶ la gratuité des frais d'inscription à l'université.